

## Plus de 30 000 réfugiés fuient vers la Chine ce mois-ci

28 août 2009

Des militants appellent à l'action immédiate des États-Unis pour mettre fin aux crimes contre l'humanité

Un responsable américain des droits de l'Homme a appelé aujourd'hui les États-Unis à mener une action au Conseil de sécurité de l'ONU pour arrêter les attaques sur les minorités ethniques en Birmanie, qui ont conduit à la fuite de 30.000 réfugiés Birmans ces derniers jours.

"C'est le plus grand flux de réfugiés en provenance de Birmanie depuis des années", a déclaré Aung Din, directeur exécutif de US Campaign for Burma. "Les États-Unis devraient immédiatement faire pression sur le Conseil de sécurité des Nations Unies et d'intervenir pour faire cesser les combats, et s'ils ne le font pas, il va devenir le plus mauvais régime. Le régime birman va écraser toutes les minorités ethniques qui ne se soumettent pas à leur règle et les civils vont payer un prix très lourd. L'ONU doit faire pression sur le régime et faire cesser la violence et entamer des négociations avec les forces de la démocratie dirigée par Aung San Suu Kyi et les représentants ethniques pour une solution pacifique. "

La cause du conflit est liée directement à la nouvelle constitution du régime militaire birman, qui vise à obliger l'ensemble des minorités ethniques de Birmanie à se soumettre à un régime militaire. "Nous l'avons dit depuis un certain temps que la nouvelle constitution est une recette pour la guerre et l'instabilité. Maintenant que la communauté internationale a honteusement ignoré la situation, ça se réalise", a ajouté Aung Din.

Le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'Organisation des Nations Unies a estimé que 30.000 personnes ont fui la Birmanie ce mois-ci. Pourtant, à ce jour, les gouvernements occidentaux sont largement restés muets sur la question.

Les attaques viennent après qu'un nouveau rapport, commandé par cinq juges et juristes de premier plan dans le monde de l'International Human Rights Clinic à la Harvard Law School, a été rédigé. Des documents compilés à partir de documents existants des Nations Unies montrant que le régime militaire birman est susceptible de commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Le régime militaire a détruit ou contraint à l'abandon autant de villages que dans la région du Darfour au Soudan - et pourtant, la communauté internationale n'a pas encore mené d'enquêtes sur ces crimes. Les commissaires, composés de juges qui avaient précédemment servi au Tribunal pénal international pour le Rwanda et la Yougoslavie, demandent aujourd'hui au Conseil de sécurité des Nations unies à ouvrir une enquête officielle sur les crimes contre l'humanité et crimes de guerre en Birmanie.

Dans le même temps, les gouvernements du Royaume-Uni et de la France ont appelé à un embargo sur les armes au régime militaire de Birmanie.

Les attaques menées par le régime militaire ne font que commencer. Le régime vise à juguler toute résistance ethnique dans les zones habitées par des millions de personnes avant les élections prévues pour 2010. "Tant que le monde est assis sur ses mains, cela ne va que croître beaucoup, beaucoup plus grave", a ajouté Aung Din.

Pour en savoir plus, lire l'article en anglais du Shan Herald

[www.shanland.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2699:rebels-say-junta-shell-kills-chinese-soldiers&catid=86:war&Itemid=284](http://www.shanland.org/index.php?option=com_content&view=article&id=2699:rebels-say-junta-shell-kills-chinese-soldiers&catid=86:war&Itemid=284)

